

refusa de suivre ; et le 23 juin 1896, le parti libéral fut vainqueur, et se trouva chargé du règlement de la Question scolaire de Manitoba. Il ne lui restait plus, — s'il avait été sincère, — qu'à remplir ses promesses solennelles, qu'à rendre justice pleine et entière, en restituant à la minorité catholique ses écoles séparées, en exigeant le respect de la Constitution.

Ce programme s'imposait, puisqu'il avait capté le vote catholique grâce à ces promesses ; la tâche était facile puisque la majorité était une majorité catholique.

Malheureusement, le parti libéral devait sacrifier une cause sacrée à plusieurs titres, avec le même cynisme qu'il sacrifia les écoles du Nouveau-Brunswick. Ne pouvant, comme en 1874, se débarrasser de cette Question en la référant au Conseil Privé, ce qui avait au moins l'avantage de sauver les apparences — il vient de s'en débarrasser momentanément, en capitulant honteusement, en livrant la minorité catholique à l'ennemi. Les termes du Compromis, que nous avons publiés dans un numéro précédent, en fournissent la preuve et ne laissent pas lieu à la moindre illusion.

Les écoles catholiques de Manitoba sont donc sacrifiées comme l'ont été celles du Nouveau-Brunswick. Que ceux-là en portent la responsabilité, qui ont combattu la loi rémédiatrice, qui ont refusé de s'unir à leurs coreligionnaires pour la perfectionner, et qui ont méconnu la direction de l'Episcopat ! Le jugement de l'histoire sera sévère pour ces hommes et pour ceux qui les ont soutenus, aidés et encouragés de quelque manière que ce soit.

Quel enseignement si on voulait en profiter ! A vingt-cinq ans d'intervalle, même question dans l'espèce, même temporisation, même tactique ou plutôt, même absence de tactique, et même résultat naturellement, — les mêmes causes produisant les mêmes effets. — Deux défaites désastreuses sur le terrain religieux ! Or les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets, comme nous venons de le rappeler, comment ne pas craindre pour l'avenir de la nationalité canadienne française, si elle ne veut pas comprendre que l'union s'impose, du moins sur le terrain social et religieux ? Comment traiter d'utopistes ceux qui prêchent cette union, qui veulent même organiser un nouveau système de défense, un bataillon libre d'opérer à droite ou à gauche sur les matières ordinaires, mais n'ayant pas d'autre politique que